

## **THEME I : INDEPENDANCE CHA !CHA ! DANSER ENFIN LE BON PAS**

*« La République du Congo a été proclamée et notre pays est maintenant entre les mains de ses propres enfants. Ensemble, mes frères, mes sœurs, nous allons commencer une nouvelle lutte, une lutte sublime qui va mener notre pays à la paix, à la prospérité et à la grandeur. Nous allons établir ensemble la justice sociale et assurer que chacun reçoive la juste rémunération de son travail.*

*Nous allons montrer au monde ce que peut faire l'homme noir quand il travaille dans la liberté et nous allons faire du Congo le centre de rayonnement de l'Afrique tout entière. »  
(Patrice Emery LUMUMBA, 30 juin 1960)*

### **RACONTER L'ETAT A PARTIR DES MARGES: L'EXPERIENCE DE LA FRONTIERE GOMA-GISENYI.**

*Par Martin Doevenspeck,  
Université de Bayreuth  
Allemagne*

#### **Introduction**

Cette courte contribution est axée sur la manière dont les Congolais et les Rwandais, à la frontière entre les villes de Goma, en RDC et Gisenyi, Rwanda, racontent l'Etat. Cette frontière est riche en contrastes. D'une part, elle est très militarisée, gardée et constamment sous la surveillance de différents services secrets. D'autre part, des milliers de personnes négocient leur passage chaque jour, officiellement ou clandestinement. Petits commerçants, cultivateurs journaliers, voyageurs, contrebandiers mais aussi étudiants et enseignants vont et viennent entre les deux villes. Ils traversent une frontière qui sépare non seulement deux pays qui, après quinze ans de guerre, se font la guerre par procuration et s'accusent mutuellement de soutien à des milices et groupes rebelles, n'ont repris que très récemment des efforts hésitants vers un rapprochement politique. Cette frontière semble aussi une séparation entre deux ordres politiques et sociaux complètement différents. D'un côté, le Rwanda, ostensiblement le plus "fort" Etat africain avec son obsession sécuritaire et de contrôle et un impressionnant développement économique, au moins en termes d'indicateurs macroéconomiques. De l'autre, la RDC dont les institutions étatiques sont, par expérience, qualifiées par une majorité de citoyens de faibles, de dysfonctionnelles, sinon de complètement absentes. C'est ici, aux trois postes frontaliers de Grande Barrière, Petite Barrière et Kibumba-Ruhuna et le long des "makoro", petite bande de terre entre les postes frontaliers, que j'ai observé les deux Etats au travail et collecté les notions et les perceptions que les populations frontalières ont de l'Etat. Il s'agit aussi bien des personnes qui naviguent entre les deux bords que de ceux pour qui l'autre côté constitue l'endroit où il ne faut pas se rendre. Dans la petite description empirique suivante, je vais présenter quelques perceptions des Etats congolais et rwandais en analysant la façon dont les gens racontent la frontière. J'estime que décrire les processus politiques et les reconfigurations d'un Etat au quotidien au lieu des modèles abstraits peut fournir de précieux renseignements sur les relations Etat-Société et une compréhension de la légitimité de l'Etat.

### **“On a besoin d'un mur” : Des Nilotiques et agresseurs, raconter ‘l'autre’**

Spécialement durant la guerre entre le CNDP de Laurent Nkunda et les FARDC la majorité des Congolais perçurent la frontière comme trop poreuse, comme une passerelle pour les agresseurs Rwandais et les gens firent valoir qu'elle devrait bénéficier d'une meilleure protection. En discutant avec les habitants du bouillant quartier de Birere dans la ville de Goma directement situé à la frontière, on peut entendre de nombreuses histoires à propos des Rwandais faisant entrer frauduleusement des armes à Goma, à propos de l'infiltration des troupes rwandaises, des pillages transfrontaliers, de la stratégie rwandaise de déstabilisation du Congo pour des intérêts économiques et de leur appui aux rebelles Tutsi congolais dans la région du Kivu.

*« Je vous le dis, vivre ici n'est pas facile. Ces gens viennent avec des tomates, mais dans le panier, sous les tomates, vous trouverez des armes. Il y a des fusils, des grenades et des cartouches. Vous pensez que ces gens sont des commerçants ? Non, ce sont tous des soldats. Ils essaient de gagner leur guerre contre nous par tous les moyens possibles. Le pire c'est que nos propres soldats collaborent souvent avec eux Avec un peu d'argent vous pouvez les acheter. Nous allons perdre cette guerre parce qu'ils peuvent acheter nos soldats .... Cette guerre de Laurent Nkunda est semblable à celle du RCD. Et le RCD, c'est le Rwanda. Nkunda, c'est le Rwanda. Nkunda et Kagame, ce sont des frères. Il n'y a aucune différence. Ce qu'ils veulent c'est tout le Kivu. Les Tutsi sont des Nilotiques et ils ont toujours besoin de la terre. Ils viennent chez nous et veulent devenir congolais. Et aussitôt que vous leur accordez la nationalité ils veulent avoir des terres. Vous regretterez si vous ne cédez pas la terre. Ils vont vous tuer. »* (Entretien avec un boutiquier de Birere, octobre 2008.)

Même s'il y a une certaine vérité derrière ce genre de propos entendus à la frontière - car ce n'est pas un secret que le Rwanda a soutenu les rebellions congolaises par le passé - ils peuvent aussi en partie s'interpréter en relation avec le conflit violent dans l'arrière-pays rural de Goma dans la mesure où les dangers relatifs à ces combats étaient généralement répercutés à la frontière. Avec l'expérience d'une organisation territoriale para-étatique violente aux contours flous, la frontière Goma-Gisenyi était perçue comme une des rares manifestations d'un Etat qui est par ailleurs à peine visible. Au moins ici, les populations frontalières désirent la stabilité et une certaine fiabilité de leur propre Etat, même si cet Etat est incapable de gérer le reste de la province du Nord Kivu dont une partie est contrôlée par des milices et l'autre subit la loi d'une armée incontrôlée. C'est la raison pour laquelle beaucoup de gens étaient extrêmement déçus par les préposés à la frontière censés la surveiller et la protéger mais qui sont accusés de complicité avec les agresseurs Rwandais présumés.

Cependant ce discours congolais à la frontière révèle aussi systématiquement la généralisation des tendances anti-Rwandaise ou plutôt anti- Tutsi par l'adoption des stéréotypes racistes coloniaux (“Nilotiques”), perpétuant ainsi le sens de “l'altérité”. Les histoires relatives à l'infiltration rwandaise et aux stratégies de déstabilisation reflètent clairement les principales lignes éditoriales de la presse pro- gouvernementale en RDC qui brandit continuellement le péril d'un Empire Nilotique. Le fantasme d'une colonisation tutsi dans la région du Kivu entretient le débat politique depuis le début des années 1960; il a gagné en importance avec les rébellions de l'AFDL et du RCD- Goma soutenues par le Rwanda. Depuis que Laurent Nkunda a été perçu principalement comme un suppôt du Rwanda, la rébellion du CNDP est intégrée dans le même prisme d'images. Le rôle douteux joué par le Rwanda à l'est du Congo les quinze dernières années est incontestable. Cependant il semble que le gouvernement congolais ait besoin de ce fantasme pour gagner en légitimité et exercer le pouvoir sur une population qui le critique de plus en plus pour sa corruption et son incapacité à lui fournir les

services de base tels que la sécurité. Ainsi les politiciens admettent aisément la division artificielle entre autochtones et étrangers qui alimentent les conflits autour des terres, de l'identité et du pouvoir qui peuvent être considérés comme la cause profonde des conflits violents à l'est du Congo plutôt que la très controversée exploitation des minerais et leur commercialisation.

Fait remarquable, il y avait très peu d'histoires semblables du côté rwandais. Au contraire, la plupart des Rwandais ont souligné les opportunités que la frontière leur offre sous forme de fraude à petite échelle et de commerce transfrontalier.

### **“La frontière est une richesse”**

#### **Chora chora et collabos: La frontière comme ressource.**

A Goma comme à Gisenyi les frontaliers parlent de contrebande en termes de Chora chora. Chora est un mot Swahili à plusieurs sens: “fuir”, “éviter/ passer à travers” et “cacher”. Le système chora chora procure du revenu à plusieurs personnes dans les deux villes, particulièrement à Gisenyi, et fait partie de la vie quotidienne, comme pour la plupart d'autres frontières. Cependant, entrer en RDC avec de la contrebande, particulièrement avec du pain et autres biens de consommation courante qui sont rares du côté congolais, peut difficilement être qualifié de fraude, car cela se passe plus ou moins ouvertement. C'est plus une question de négociation avec les divers services opérant à la frontière. Par conséquent, cette frontière est un champ lucratif, non seulement pour les contrebandiers mais aussi pour une multitude d'agents congolais des frontières, officiels ou semi-officiels, les soi-disant “collabos”. Ceux-ci sont des civils recrutés par les agents des frontières haut gradés afin qu'ils collectent pour eux de l'argent auprès des commerçants et des contrebandiers.. Chaque “collabo” est attaché à un officiel qui apparaît rarement en public pour demander de l'argent. Même les initiatives isolées en vue de formaliser le régime frontalier, comme lors de la visite du Président rwandais Kagame à Gisenyi en octobre 2008, sont perçues par ces collabos comme une restriction à l'opportunité d'accroître leur revenu.

*« Nous sommes des sous-traitants, nous travaillons pour la sécurité de notre nation mais nous ne sommes pas payés. Et nos familles ont besoin de manger J'ai six enfants et aujourd'hui par exemple je n'ai absolument rien à leur offrir. Tout cela à cause de la visite de Kagame. Il est venu avec ses soldats en provenance du Darfour pour sécuriser la frontière. Et maintenant, plus personne ne passé à travers les “makoro”. Normalement nous gagnons de l'argent sur les contrebandiers et les commerçants qui viennent avec du carburant ou de la viande, mais maintenant tout le monde est obligé de passer par la Grande Barrière ou la Petite Barrière où il ne nous est pas permis de travailler. »*

(Entretien avec un agent non-officiel des services de renseignements congolais à Goma, octobre 2008)).

Cependant, la contrebande se passe principalement de Goma vers Gisenyi et semble être d'abord et avant tout un phénomène rwandais en ce sens qu'il est question d'une re-exportation non-officielle des produits dont les valeurs en douane sont sous-estimées par les alliances entre commerçants et agents des douanes. Les cosmétiques, l'alcool, les tissus imprimés, le lait en poudre, les tomates en boîtes et les friperies sont les principaux produits qui traversent vers le Rwanda.

*Pour nous, la frontière est un moyen de survie... Nous travaillons pour les propriétaires des magasins de Gisenyi qui veulent éviter de payer les droits de douane de leurs produits à*

*Rwanda Revenue Authority... Chora chora n'est pas un problème pour les Congolais. Nous les payons, ce sont de bonnes gens... Le problème, c'est Rwanda Revenue Authority. Ils sont si bien payés qu'ils n'acceptent pas facilement le chora chora. Nous sommes donc obligés de négocier avec les soldats."*

(Entretien avec un contrebandier rwandais à Goma, octobre 2008)

Cette citation est tirée d'une entrevue avec l'un des nombreux passeurs qui font traverser clandestinement des produits pour les commerçants de Gisenyi. Ils sont appelés *Amavubi*, ce qui signifie abeilles en kinyarwanda, et ils transportent de grandes quantités de biens de valeur à travers le *makoro*. *Amavubi*, c'est aussi le nom de l'équipe nationale rwandaise de football, ce qui signifie que ce nom leur est attribué aussi pour les distinguer d'un autre groupe de contrebandiers appelés APR. L'APR est un club de football de Kigali qui est considéré comme moins fort que l'équipe nationale. Les APR sont donc ces nombreux contrebandiers qui passent généralement par les postes frontaliers officiels en transportant de petites quantités de marchandises de contrebande. Le grand défi pour les *Amavubi* est d'échapper au contrôle de RRA et de convaincre les garde-frontière rwandais. Contrairement aux agents de RRA dont le salaire est dix fois plus élevé, les soldats et les policiers semblent généralement ouverts aux négociations mais ils sont plus conscients qu'ils sont observés par leurs supérieurs et ne coopèrent par conséquent qu'avec les gens qu'ils connaissent déjà. Cette pratique a donné lieu à plusieurs véritables réseaux, obligeant les contrebandiers à l'attente, parfois pendant des heures, à la frontière, avant d'apercevoir "leur" soldat ou policier rwandais.

### **“Il n’y a pas la vie au Rwanda”**

#### **Echapper à “l’Etat du développement” : les femmes commerçantes rwandaises à Goma**

Chaque jour ce sont des centaines de femmes rwandaises, paniers de produits agricoles sur la tête, qui marchent vers la poste frontière de la *Petite Barrière*. La plupart d'entre elles viennent des villages montagneux autour de Gisenyi et doivent parfois marcher deux heures ou plus. Pour ces femmes, la frontière est une excellente occasion pour échapper aux restrictions économiques des autorités rwandaises qui interdisent le commerce informel dans les rues, dans un Etat de « développement » répressif qui régleme même ce que les paysans sont autorisés à cultiver.

*A Gisenyi, vous ne pouvez rien vendre Ils ne veulent pas que vous vendiez dans les rues, c'est interdit. Ils vont vous punir. Ils vous demandent d'aller au marché, mais je n'ai pas suffisamment d'argent pour vendre au marché. Il faut acheter une place au marché, mais où est l'argent? A Goma, les gens ont de la chance. Il y a de la nourriture et de l'argent... Et si vous payez le Rasta, vous pouvez beaucoup gagner en vendant des tomates dans les rues. ”*

(Entretien avec une vendeuse de rue rwandaise, juillet 2010, Goma)

C'est surtout l'interdiction du commerce de rue, l'une des rares activités économiques que peuvent pratiquer les ruraux pauvres et la population urbaine active non qualifiée qui est difficile pour ces femmes. Afin de réduire le commerce informel et d'accroître les recettes fiscales, tous les vendeurs doivent actuellement louer de petites échoppes dans les deux marchés officiels de Gisenyi, Mbugangari et Murigari. Toutefois, la plus petite place dans ces marchés coûte 12 dollars américains par mois, sans compter le pot-de-vin que les commerçants sont parfois obligés de payer à l'administration du marché pour obtenir une place. C'est beaucoup trop pour la majorité de femmes qui sont alors obligées d'aller à Goma pour assurer leur subsistance. Traverser la frontière pour aller travailler comme vendeuse de

rue à Goma peut être considéré comme une voie de sortie temporaire, une stratégie pour faire face aux incertitudes spécifiques dues au modèle rwandais de développement.

L'interdiction du commerce de rue et la réglementation stricte de ce qui est essentiellement une agriculture de subsistance ne sont que deux parmi les nombreuses mesures contenues dans le projet de législation rwandaise pour la modernisation à la fois du secteur agricole et de la société rurale. Accompagner les femmes commerçantes de retour dans leurs foyers dans les collines autour de Gisenyi donne une impression de leurs conditions de vie, façonnées par une politique rurale rwandaise qui conçoit «la pauvreté comme au moins partiellement un problème de mentalité» (Ansoms 2009: 302)

Ici les paysans craignent le long bras de l'Etat, représenté par exemple par les moniteurs agricoles. Parfois ils sont encouragés à planter leurs cultures en lignes et d'adopter la monoculture; parfois ils doivent remplacer leurs bananiers par des fleurs, et parfois les haricots sont interdits. Les gens sont obligés de porter des chaussures ou des sandales et doivent ainsi dépenser de l'argent pour acheter des chaussures au lieu de la nourriture.

Comme les enfants de la rue et les mendiants dans les rues de Kigali, qui sont régulièrement arrêtés, les paysans qui marchent pieds nus ou en portant des vêtements en lambeaux ne correspondent pas à la vision du projet de modernisation du Rwanda, qui encourage la technologie de l'information et l'idéal d'une société des services, et qui est clairement axée sur les centres urbains (GoR, 2000), ce qui pourrait élargir le fossé entre zones rurales et urbaines.

La tension des relations Etat -société au Rwanda est en outre illustrée par le fait que les femmes commerçantes acceptent facilement les nombreuses difficultés qu'elles rencontrent lors de la vente dans les rues de Goma: exclusion des places de marchés officiels, harcèlement par les civils congolais et par les fonctionnaires (pour une vue d'ensemble récente, voir Kimanuka et Lange 2010).

### **Légitimité de l'Etat, relations Etat- société et le besoin de 'l'autre'.**

Quel genre de conclusions peut-on tirer du croquis empirique ci-dessus? Tout d'abord il devient évident que se concentrer sur les expériences et les appréciations des personnes qui vivent avec des frontières est en phase avec la revue des études sur les frontières, loin des approches descriptives des limites des états et vers l'analyse des processus dans les zones frontalières. Une telle approche reconnaît en outre que les frontières des Etats ont toujours été -et sont encore souvent- modelées par le commerce et une gamme d'activités illicites qui constituent des stratégies importantes de subsistance pour les populations frontalières qui font usage des possibilités spécifiques offertes par la frontière, tout autant que par la géopolitique et les processus de la mondialisation et l'intégration régionale. L'approche a également démontré que même sous de constantes reconfigurations géopolitiques, la frontière comme construction sociale n'est pas seulement imposé par le haut, à partir d'un «Etat» abstrait, mais est également perpétuée par le bas, par des gens dont la vie quotidienne est marquée par cette limite de l'Etat.

En ce qui concerne la légitimité de l'Etat, les alliances plus ou moins ouvertes entre les trafiquants et les autorités frontalières congolaises confirment dans une certaine mesure la faible performance de l'Etat congolais. Mais au lieu d'être absent, comme dans de nombreuses zones rurales des provinces du Kivu où cette absence provoque de graves incertitudes juridiques, l'Etat congolais se présente à la frontière sous des formes multiples. Près de deux

douzaines de services étatiques opèrent à la frontière et contribuent à une prolifération de l'Etat. Ce que Raeymaekers et Vlassenroot (2009: 141) veulent dire devient alors clair quand ils décrivent la forme de l'Etat congolais comme «intermédiaire» afin de souligner les lacunes des concepts tels que «effondrement de l'État» ou «État défaillant». Les auteurs soulignent que ce qui est décrit comme absence ou faiblesse de l'Etat est le résultat des compétitions entre les sphères étatiques et non étatiques de réglementation, comprenant des institutions antagonistes qui, souvent, se neutralisent mutuellement (ibid.)

C'est seulement à la frontière que les Congolais rencontrent leur propre Etat, par ailleurs souvent invisible, exerçant un contrôle hybride, réel et symbolique. Toutefois, la participation des représentants de l'État à la contrebande ne promet pas l'avènement d'un modèle politique alternatif qui remette en question la légitimité de celui en place. Au contraire, la prolifération de l'Etat subvertit l'Etat-nation en même temps qu'elle semble continuellement le confirmer, car il dépend de la frontière pour sa perpétuation.

D'une autre part, les perceptions qu'ont les populations de l'Etat rwandais de « développement », qui doit se projeter dans des zones rurales méfiantes, nous amènent à remettre en question l'image publique du Rwanda, pays prospère et en développement. Les commerçantes rwandaises tout comme les contrebandiers utilisent la frontière pour échapper, au moins temporairement, à l'omniprésence de leur Etat. Cela peut être une surprise pour certains observateurs, qu'on bombarde de rapports sur les succès du pays en matière de politique anti-corruption mais cet Etat aussi, à l'image de ses gardes-frontières, est corruptible. Toutefois, il est évident que les commerçants et les contrebandiers contredisent et soutiennent simultanément l'Etat rwandais quant à l'origine externe des problèmes et des pratiques qui, à terme, stabilisent l'ordre établi dans le pays.

Pour résumer, on pourrait conclure que le fantasme maintes fois exploité d'une colonisation Tutsi de la région du Kivu tout comme l'image soigneusement cultivée d'un Rwanda moderne et qui réussit procèdent de deux mythes dont les politiciens ont besoin pour présenter respectivement « l'autre côté » comme l'endroit d'où vient le danger et gagner ainsi la légitimité, le pouvoir et le contrôle.

Mais ce que les dirigeants oublient, et que la considération tant par les Congolais que par les Rwandais de la frontière comme ressource prouve, est que l'échange mutuel dans les pratiques quotidiennes frontalières au niveau local peut contribuer à une déconstruction des versions officielles de l'altérité. Les populations frontalières vivent une variété d'expériences et on ne peut qu'espérer que les avantages mutuels de la frontière contribuent à une destruction des stéréotypes et conduisent vers un processus de consolidation de la paix par le bas.

## Références

- Ansoms, A. (2009) Re-engineering rural society: The visions and ambitions of the Rwandan elite. *African Affairs*, 108, 289-309.
- GoR, Government of Rwanda (2000) Vision 2020. Ministry of Finance and Economic Planning: Kigali.
- Kimanuka, C. and Lange, M. (2010) La Traversée. Petit commerce et amélioration des relations transfrontalières entre Goma (RD Congo) et Gisenyi (Rwanda). *International Alert*. London.
- Raeymaekers, T.; Vlassenroot, K. (2009) Reshaping Congolese Statehood in the Midst of Crisis and Transition. In: Engel, U.; Nugent, P. (Eds.) *Respacing Africa*. Leiden, Boston. Brill: 139 – 167.